

Un sénateur UMP dénonce «les effets pervers» de l'assouplissement de la carte scolaire

02 Octobre 2009 par Louise Fessard

Choqué par les conséquences, dans son département du Vaucluse, de l'assouplissement progressif de la carte scolaire décidé en 2007 par Nicolas Sarkozy, le sénateur UMP, Alain Dufaut, a déposé début septembre 2009 **une proposition de loi** visant à en corriger les effets et à réintroduire de la mixité sociale à l'école.

A Avignon, 322 élèves du quartier défavorisé de Monclar ont dû prendre à la rentrée le chemin de deux collèges du centre-ville, leur collège, classé «ambition réussite» et en sous-effectif, ayant été démoli. Etablissement ghettoïsé, le collège Giéra avait encore perdu 87 élèves à la rentrée 2008, une fuite accélérée par l'assouplissement de la carte scolaire qui, depuis trois ans, permet aux parents de choisir plus librement l'école de leurs enfants.

Entretien.

Comment en est-on arrivé à une telle situation, la fermeture pure et simple d'un collège dans un quartier défavorisé?

Le collège Giéra est le premier des 254 collèges du réseau Ambition Réussite à fermer. D'autres sont menacés, car leurs effectifs baissent depuis deux ans, mais il n'y a pas pour l'instant de volonté politique de les fermer. A Monclar, se sont conjugués les effets pervers de l'assouplissement de la carte scolaire et une volonté politique de l'exécutif départemental socialiste de fermer ce collège qui se trouve sur mon canton. Malgré le vote de la reconstruction en avril 2005, le conseil général du Vaucluse a sans cesse différé les crédits, ce qui a contribué à démobiliser les enseignants de Giéra et a incité les parents des meilleurs élèves à les mettre ailleurs. L'assouplissement de la carte scolaire n'a rien arrangé. Cette mesure a eu tendance à vider les établissements des quartiers défavorisés de leurs meilleurs élèves.

[Alain Dufaut est conseiller général d'Avignon Ouest, NDLR]

Quelles sont les conséquences pour Monclar ?

Pour ce quartier, le plus défavorisé du département, où 90% de la population est d'origine maghrébine ou fait partie des gens du voyage, c'est un drame social. C'était le dernier service public qui existait. Grâce à ce collège, beaucoup de gamins s'en étaient sortis par le haut, vers le lycée professionnel par exemple. Il y avait des professeurs parlant arabe pour les primo-arrivants, des éducateurs en dehors du temps scolaire dans le cadre du dispositif "école ouverte": autant de moyens que ces jeunes ne retrouveront pas en centre-ville. La clef de la réussite, c'est la proximité: il y avait déjà un absentéisme important, imaginez ce que ça va être si les gamins doivent prendre le bus pour aller en cours. Quitter les quartiers sensibles comme ça, c'est une véritable désertion de l'éducation nationale.

Que proposez-vous? Faut-il revenir à une sectorisation plus stricte ?

Non, car l'assouplissement de la carte scolaire a eu le mérite de lever l'hypocrisie sur des dérogations qui profitaient toujours aux mêmes. Mais il faut compenser les effets de l'assouplissement dans les quartiers les plus sensibles en attirant de bons élèves de l'extérieur. Ce n'est pas très compliqué. Quand j'étais adjoint au maire d'Avignon dans les années 1980, j'avais créé cinq classes de sport-études dans des établissements délaissés et ça marchait. Ça peut aussi passer par l'enseignement de disciplines artistiques ou des langues rares pour améliorer l'image de ces collèges.

N'est-ce pas déjà le cas avec le dispositif d'éducation prioritaire?

En tout cas, ça ne se fait pas dans mon département. Peut-être faudrait-il mettre un terme au saupoudrage excessif des crédits pour les concentrer sur certains établissements situés en zone prioritaire et parvenir, entre autres, à y instaurer un maximum de vingt élèves par classe.

LIRE AUSSI

- **A Avignon, l'assouplissement de la carte scolaire achève un collège «ambition réussite»**